



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2026/DRIEAT/UD77/027 du 31 mars 2026
portant mise en demeure à l'encontre de la société STLG RECYCLAGE pour l'installation
qu'elle exploite au 179 rue du Port à Dammarie-les-Lys (77190)**

VU le Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du président de la République en date du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, Préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté interministériel du 8 juillet 2022 portant nomination d'une directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Île-de-France ;

VU l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, tex-

tiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 23 modifié relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ; caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2 IC 250 du 13 septembre 1999 autorisant la SA MARCHETTO à exploiter des activités de stockage et de récupération de déchets de résidus métalliques, d'objets en métal et de carcasses de véhicules hors d'usage à Dammarie-les-Lys (77190) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 223 du 17 août 2009 interdisant à la société MARCHETTO d'exploiter une installation de stockage, dépollution et découpage de véhicules hors d'usage à Dammarie-les-Lys (77190) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2024/DRIEAT/UD77/068 du 07 mai 2024 portant mise en demeure à l'encontre de la société STLG RECYCLAGE pour l'installation qu'elle exploite au 179 rue du Port à Dammarie-les-Lys (77190) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 24/BC/049 du 9 août 2024 du Préfet de Seine-et-Marne donnant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU le courrier préfectoral du 19 mai 2014 accordant à la société MARCHETTO le bénéfice des droits acquis et du classement des activités exercées sur le site au titre des rubriques n° 2713-1 et n° 2718-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour le transit, regroupement et le tri de déchets de métaux non dangereux et le tri, transit et regroupement de déchets dangereux ;

VU le courrier de la société SERVICES TRAVAUX LOCATIONS GÉRANCES (STLG), en date du 6 février 2017, de déclaration de changement d'exploitant de l'installation précédemment exploité par la société MARCHETTO ;

VU le courrier de la société STLG RECYCLAGE, en date du 16 janvier 2020, de déclaration de changement d'exploitant de l'installation précédemment exploité par la société STLG ;

VU la déclaration du 09 avril 2019 de la société STLG RECYCLAGE en vue d'exercer une activité de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux relevant de la rubrique n° 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'établissement étant de 900 m³ ;

VU le rapport n° E/24-2232 du 09 octobre 2024 de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Île-de-France, consécutif aux constats réalisés le 12 septembre 2024 par l'inspection des installations classées à l'occasion de la visite

d'inspection des installations exploitées par la société STLG RECYCLAGE au sein de son établissement situé 179 rue du Port à Dammarie-les-Lys (77190) ;

VU le rapport n° E/26-0347 du 25 février 2026 de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Île-de-France, consécutif aux constats réalisés le 13 février 2026 par l'inspection des installations classées à l'occasion de la visite d'inspection des installations exploitées par la société STLG RECYCLAGE au sein de son établissement situé 179 rue du Port à Dammarie-les-Lys (77190) ;

VU le courrier préfectoral n° E/26-0371 du 26 février 2026 de transmission du rapport précité, informant la société STLG RECYCLAGE des décisions susceptibles d'être prises à son encontre et l'invitant à formuler ses observations ;

VU l'absence d'observations de la société STLG RECYCLAGE ;

CONSIDÉRANT les constats suivants réalisés par l'inspection des installations classées le 13 février 2026 :

- l'absence de présentation du contrat de contractualisation avec un éco-organisme agréé pour la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques,
- présence d'une activité d'entreposage de déchets de cartons, de plastiques ainsi que de bois,
- travaux de dallage en cours à l'entrée du site afin de créer une zone d'apport volontaire destinée aux particuliers ;

CONSIDÉRANT que la société STLG RECYCLAGE exerce des activités qui relèvent du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société STLG RECYCLAGE exerce les activités précitées sans avoir fait d'information préalable au Préfet de Sein-et-Marne ;

CONSIDÉRANT que cette activité avait également été constatée lors du contrôle effectué le 12 septembre 2024 par l'inspection des installations classées et avait fait l'objet de suites administratives dans le rapport n° E/24-2232 du 09 octobre 2024 susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle, il a été constaté la présence de travaux de dallage en cours à l'entrée du site, à proximité du bâtiment de l'installation ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a indiqué que ces travaux ont pour objectif de créer une zone d'apport volontaire de déchet destinée aux particuliers ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, par courriel du 16 février 2026, un justificatif photographique attestant de l'achèvement des travaux de dallage sur cette zone de l'installation ;

CONSIDÉRANT que la création d'une telle plateforme relève de la rubrique n° 2710 « *Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets* » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les éléments déclaratifs, transmis par la société STLG RECYCLAGE à l'inspection des installations classées par courriel du 27 février 2026 suite au contrôle du 13 février 2026, demeurent insuffisants ;

CONSIDÉRANT qu'il convient que la société STLG RECYCLAGE porte à la connaissance du Préfet les modifications envisagées, conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence de transmission du porter-à-connaissance précité, les installations envisagées ne peuvent en aucun cas être mises en service ;

CONSIDÉRANT de ce fait qu'il convient, conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société STLG RECYCLAGE de régulariser la situation administrative de ces installations ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article premier : Mise en demeure

La société STLG RECYCLAGE (SIREN : 838 924 645), dont le siège social est situé Rue des Prés Saint-Martin à Montereau-Fault-Yonne (77130), est **mise en demeure** de régulariser la situation administrative des installations qu'elle exploite au 179 rue du Port à Dammarie-les-Lys (77190) et relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, **sous un délai de 2 mois** :

- **Activités relevant de la rubrique n° 2714 :**
 - soit en portant à la connaissance du Préfet les activités exercées au titre de la rubrique n° 2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, avec tous les éléments d'appréciation,
 - soit en cessant et en procédant à mise à l'arrêt définitif, conformément aux dispositions des articles L. 512-12-1 et R. 512-66-1 et suivants du Code de l'environnement.
- **Activités relevant de la rubrique n° 2710 :**
 - en portant à la connaissance du Préfet les modifications apportées aux activités, ainsi que les installations projetées, avec tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.

Article 2 : Délais

Le délai précité à l'article 1^{er} prend effet à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral à la société STLG RECYCLAGE.

Article 3 : Sanctions

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

Article 4 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 : Information des tiers

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Dammarie-les-Lys et peut y être consultée.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Seine-et-Marne (<https://www.seine-et-marne.gouv.fr/>) pendant une durée minimale de deux mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 6 : Notification et exécution

- le Secrétaire général de la Préfecture de Seine-et-Marne,
- le Maire de Dammarie-les-Lys,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'intéressé, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 31 mars 2026

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice régionale et interdépartementale
et par subdélégation,
La Cheffe de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,



Agnès COURET

Destinataires d'une copie pour information :

- la Préfecture de Seine-et-Marne,
- le Maire de Dammarie-les-Lys,
- le Directeur départemental des services d'incendie et de secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT).

Délais et voies de recours

Sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter de la publication ou de la notification de la présente décision.